



## **Les enjeux actuels dans les relations commerciales entre la Colombie et le Venezuela face à l'intégration dans les Amériques : de la coopération à la rupture ?**

**Jean-Paul Calero \***

Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Chavez au Venezuela, en 1998, et celle du Président Uribe en Colombie, en 2002, les relations commerciales entre les deux pays ont connu un changement d'orientation draconien. Ainsi, en novembre 2005, le Président Chavez a déclaré que son pays pourrait envisager d'annuler les préférences commerciales négociées dans le cadre de la Communauté andine des nations (CAN), si les négociations amorcées en 2004 entre les États-unis d'Amérique (EUA), la Colombie et les autres pays andins devaient déboucher sur la signature d'un éventuel Accord de Libre-Échange Andin (ALEA). Or, même si cette affirmation devait être aussitôt démentie par un communiqué émis par le Secrétaire de la CAN, le Péruvien Allan Wagner<sup>1</sup>, il n'en reste pas moins que ce geste marquait une rupture par rapport à la traditionnelle bonne coopération entre les deux pays, qui fut caractérisée par la naissance d'une réelle stratégie commerciale commune depuis le début des années 1990. Ce refroidissement des relations entre Caracas et Bogota est imputable à plusieurs facteurs. Aux fins de la présente chronique, nous étudierons un de ces facteurs, à savoir le positionnement des deux pays face aux divers projets d'intégration

économique dans les Amériques, tout en tenant compte de l'enjeu du conflit interne qui déchire la Colombie.

### **Les belles années de la coopération vénézo-colombienne et leurs effets : 1990-1998.**

En Amérique latine, la fin des années 1980 a conduit à une révision importante des relations économiques entre pays, révision en partie imputable à l'abandon du modèle de développement axé sur la substitution des importations en faveur d'un modèle prônant la libéralisation économique et l'intégration régionale. Si plusieurs analystes politiques ont souligné l'importance à cet égard de la réconciliation entre le Brésil et l'Argentine, qui conduira à la mise sur pied du MERCOSUR en 1991, peu d'entre eux se sont attardés sur l'évolution des relations commerciales entre le Venezuela et la Colombie. Cette évolution est caractérisée par au moins trois éléments.

Le premier élément est sans contredit la signature, en 1992, d'un accord de libre-échange entre les deux pays couvrant la quasi-totalité des biens et l'harmonisation de près de 98% des tarifs douaniers.

À cette première initiative, il convient d'en ajouter une deuxième, à savoir les efforts consentis de part et d'autre pour régénérer un Pacte andin moribond depuis la crise des années 1980. Ainsi, avec la participation de l'Équateur

\*M.A. en Science politique à l'UQAM et adjoint de recherche au Groupe de recherche sur l'intégration continental (GRIC).

<sup>1</sup> Comunidad andina, Sala de Prensa, «Allan Wagner : Venezuela no piensa fracturar a la Comunidad Andina», 19 novembre 2005. En ligne : <http://www.comunidadandina.org/prensa/articulos/elnacional/19-11-05.htm>

et de la Bolivie, le Pacte andin progressera vers la constitution d'une zone de libre-échange, en 1992, puis d'une union douanière partielle, en 1995, encore que cette dernière soit fortement tributaire des tarifs douaniers appliqués par le Venezuela et la Colombie. À quoi il faut aussi ajouter la réactivation de certains programmes industriels, dont le Programme Automobile Andin, ainsi que la mise en place de programmes de contrôle des importations agricoles, le Système Agricole Andin, qui contribueront au raffermissement de cette relation bilatérale. Ces efforts conduiront à la réactivation du Pacte andin qui deviendra la Communauté andine des nations (CAN), en 1995. La CAN est au couple vénézuélo-colombien ce que la création du MERCOSUR est au duo brésilio-argentin. La CAN est aujourd'hui une organisation complexe, reposant sur une structure intergouvernementale qui a développé toute une série de normes et de mesures communautaires, allant de la liberté de circulation des biens, aux normes concernant le tarif extérieur commun, en passant par les normes de propriété industrielle. Ce deuxième élément de coopération a cependant connu rapidement des problèmes de cohésion que le duo tentera de dépasser. Le retrait partiel du Pérou du Pacte andin, en 1992, et les difficultés quant à la définition d'une politique commerciale andine commune, vont pousser aussi bien la Colombie que le Venezuela à étendre leur stratégie de multiplication des partenaires commerciaux en Amérique latine, et à laisser de côté les autres partenaires du groupe. C'est ainsi que, en 1995, les deux pays négocieront un accord de libre-échange avec le Mexique, connu sous le nom de G3 (Groupe des trois). De plus, dès 1996, ils initieront une démarche commune visant à renforcer leur présence commerciale en Amérique centrale en cherchant à créer des liens commerciaux particuliers avec les pays du Triangle du Nord (Guatemala, El Salvador et le Honduras)<sup>2</sup>. Cette approche constitue et forme le troisième élément de la coopération entre les deux pays.

Parallèlement, les années 1990 ont aussi été marquées par une impressionnante intensification des échanges commerciaux entre les deux pays, mais aussi, par la création d'une véritable diplomatie commerciale commune visant l'Amérique latine dans son ensemble

<sup>2</sup> Fontaura, Victor Rico, *La coordinación y negociación conjunta de los países de la Comunidad andina en el marco del ALCA y la OMC*, Buenos Aires: BID-INTAL, 2004.

(région andine, Mexique, Amérique centrale). Ainsi, de 1990 à 1998, le Venezuela et la Colombie vont devenir réciproquement la première source de destination de leurs exportations non traditionnelles<sup>3</sup>. Cette coopération a principalement été le fait de la bonne entente qui a prévalu entre les présidents des deux pays, Carlos Andres Pérez (1989-1993) et Rafael Caldera (1994-1998) au Venezuela, Virgilio Barco (1986-1990), Cesar Gavaria (1990-1994) et Ernesto Samper (1994-1998) en Colombie.

### **Transition et rupture de la coopération commerciale vénézuélo-colombienne.**

Une transition très nette est observable depuis 1998 dans les relations commerciales entre les deux pays. Cette dernière tient autant à des facteurs économiques que politiques et ce, à quatre niveaux.

Le premier niveau qui pose problème est celui de la coordination des taux de change. La problématique du taux de change fait suite à la très forte reprise du cours des matières premières au lendemain des crises asiatique et russe, qui ont mené à la chute des prix et, par conséquent, à un ralentissement économique dans ces deux pays grands exportateurs de produits miniers et pétroliers. La situation s'est inversée depuis 1998 avec la remontée des prix des métaux, du pétrole et même du café<sup>4</sup>. La politique monétaire colombienne qui avait, depuis le début des années 1990, cherché à dévaluer la monnaie nationale afin de maintenir le niveau de ses exportations industrielles, a été appliquée également par les autorités monétaires vénézuéliennes, de sorte que les taux de change des deux économies ont connu une quasi-parité jusque'en 1998. Cependant, la situation est tout autre depuis 1998, alors que le gouvernement Chavez choisissait de laisser flotter le Bolivar, ce qui a conduit à une appréciation constante de la monnaie vénézuélienne par rapport à celle de son voisin, entraînant ainsi une perte de compétitivité pour les exportations vénézuéliennes<sup>5</sup>. Alors que le pays avait toujours connu un surplus commercial avec la Colombie, depuis 1998, le

<sup>3</sup>Gutierrez, Alejandro, «La Integración entre Venezuela y Colombia : Balance y Perspectivas », *Aldea Mundo*, An 6, no 11, 2003, p.48-62

<sup>4</sup>Kalmanovitz, Salomón, «Recesion y recuperacion de la economía colombiana», *Nueva Sociedad*, no192, Juillet-Aout 2004, p.98-116

<sup>5</sup> Gutierrez, Alejandro, *op.cit*

changement de tendance est notable<sup>6</sup>. Cet élément a cependant été réglé fin 2003 par le retour de la parité entre les deux monnaies<sup>7</sup>.

Le second aspect qui pose problème, c'est l'instabilité politique au sein des deux pays. Au Venezuela, l'évolution de la révolution bolivarienne a perturbé considérablement la vie politique et économique. Au niveau économique, d'importantes réformes ont eu lieu, comme la réforme agraire, la nationalisation des compagnies pétrolières et d'autres encore qui ont toutes contribué à renforcer l'intervention de l'État dans l'économie<sup>8</sup>. Les affrontements entre le gouvernement et l'opposition, depuis la fin de l'année 2001, ont été marqués par de nombreuses grèves et manifestations, des accrochages civils violents entre les partisans de Chavez et ceux de l'opposition, ainsi que par le gel temporaire des exportations pétrolières. Le tout se soldera par le coup d'État manqué du 11 au 13 avril 2002 contre le président Chavez. Ce coup d'État, sans doute un peu trop rapidement approuvé par Washington, a été exécuté par une frange de l'armée vénézuélienne alliée aux membres de l'opposition<sup>9</sup>. Tous ces éléments ont mené à un ralentissement considérable de l'économie nationale, qui entrera dans une forte récession dès 2001, affectant du même coup le commerce bilatéral avec la Colombie. Ainsi, entre mars 2002 et novembre 2004, les exportations colombiennes de biens non traditionnels vers le Venezuela ont passé de 1.6 milliards de dollars à seulement 600\$ millions pour ensuite reprendre de la vigueur vers la fin de 2004<sup>10</sup>.

De l'autre côté de la frontière, on retrouve les incontournables questions du conflit colombien et de la libre circulation des marchandises aux frontières. À ce niveau, la radicalisation du conflit colombien initiée vers la fin de la présidence de Pastrana (1998-2002) s'est intensifiée, avec le soutien massif de l'administration Clinton qui, rappelons-le, en

2000, a offert près de 860 millions de \$ US dans le cadre du Plan Colombie, afin d'appuyer le pays dans la guerre contre les diverses guérillas qui contrôlent le sud du pays. Le gouvernement Pastrana, dans un contexte économique difficile, a renoncé à l'approche qui avait prévalu auprès des gouvernements antérieurs, en catégorisant, pour la première fois, les FARC de groupe de «terroristes» et de «narcotrafiquants», superposant de manière désormais inextricable, la question de la guérilla et celle de la drogue, ce qui le conduisait à reprendre à son compte une certaine vision états-unienne du conflit<sup>11</sup>.

À l'heure actuelle, l'administration Uribe fait de l'approche frontale au conflit sa carte maîtresse et l'appui qu'il a reçu du Président Bush sert à le conforter dans sa position<sup>12</sup>. En revanche, le Président Chavez a clairement exprimé son rejet du Plan Colombie qui ne serait rien d'autre, selon lui, qu'une stratégie de contrôle régional de la part des EUA. À ses yeux, ce plan entraîne un profond déséquilibre militaire entre les deux pays, déséquilibre qui conduirait à une «vietnamisation» du conflit colombien, c'est-à-dire à un éventuel débordement hors de ses frontières<sup>13</sup>. Cet élément a inévitablement eu des répercussions dans le renforcement des contrôles aux frontières. Ainsi, la décision temporaire du Venezuela, le 12 avril 1999, de fermer la frontière au transport routier colombien, afin de «limiter l'insécurité causée par les guérillas colombiennes», a été très mal perçue par Bogota qui a tout de suite chargé le Secrétaire général de la CAN de déclarer illégaux de tels gestes qui limiteraient la libre circulation du commerce entre les deux pays<sup>14</sup>. Plus récemment, en 2004, 80 militaires colombiens auraient franchi la frontière, ce qui fera dire au Président Chavez que : «à partir de la Colombie des groupes terroristes, paramilitaires et des forces étrangères (c'est-à-dire des EUA) voulaient inciter à la violence au Venezuela»<sup>15</sup>. En contrepartie, la capture récente de Rodrigo Granda, chef négociateur des FARC, par un groupe militaire colombien sur le territoire vénézuélien entretient le doute face aux allégations voulant que le

<sup>6</sup> Voir Tableau 1 en annexe

<sup>7</sup> Márquez R., Rocío Dinora, «Agenda de las relacionesColombo/Venezolanas 75 (mayo 2003 / octubre 2003)» *Aldea Mundo*, An 8 no15, 2003, p.XXX

<sup>8</sup>Marquez Restreto, Martha Lucia, «Chavismo y Neopopulismo», Dans *La Región andina entre los nuevos populismos y la movilización social* Carlos Villas et al. p.65-124, Bogota: Observatorio andino, Décembre2003..

<sup>9</sup>Irwin Domingo et Frédérique Langue, «Révolution bolivarienne et «paix violente»: Les relations civils militaires au Venezuela», *Problèmes d'Amérique latine*, No49 Été2003., p.7-38

<sup>10</sup>Kalmanovitz, Salomón, *op cit*.

<sup>11</sup>Ullua Cepeda, Fernando, «Le rôle de la communauté internationale dans les processus de paix en Colombie», *Problème d'Amérique latine*, No44, Printemps 2002, p.81-100

<sup>12</sup>Ramirez, Socorro, «Colombia y sus vecinos», *Nueva Sociedad*, no 192, Juin-Juillet 2004, p.144-156

<sup>13</sup> Guaqueta, Alezandra et Paula Peña, «Qué Pasa en la region andina ? », *Nueva Sociedad*, no198, Juillet-Aout 2005.

<sup>14</sup> Gutierrez, Alejandro, *op cit*.

<sup>15</sup> Guaqueta, Alezandra et Paula Peña, *op. cit*

Venezuela négocie directement avec les FARC<sup>16</sup>. Ce dernier geste a eu comme conséquence de geler les relations diplomatiques entre les deux pays, alors que les autorités de Caracas annonçaient la suspension des accords commerciaux bilatéraux, geste aussitôt relativisé par les autorités de la CAN<sup>17</sup>. Sécurité et commerce sont donc directement liés. Encore récemment, le 26 janvier 2006, Caracas annonçait la fermeture provisoire de sa frontière au niveau de la région colombienne frontalière d'Arauca<sup>18</sup>, bloquant ainsi les exportations colombiennes de charbon, ainsi que le gel de vente d'énergie électrique à cette région suivant la découverte d'actes de sabotages en lien avec les guérillas colombiennes<sup>19</sup>.

S'il ne faut pas surestimer le refroidissement croissant dans les relations bilatérales, il est évident que le conflit colombien devient progressivement une source importante de tension entre les deux pays, ce qui ne peut qu'avoir des conséquences négatives sur le processus d'intégration économique en cours.

**Le duo face aux négociations de la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLEA) et de l'Accord de Libre Échange Andin (ALEA): une communauté andine totalement divisée face à l'approche américaine.**

Cette distanciation entre les positions vénézuéliennes et colombiennes se retrouve dans la politique commerciale des EUA. Si tout oppose le Venezuela aux EUA, que ce soit au niveau de la nationalisation des pétrolières américaines, du rôle actif du Venezuela au sein de l'OPEP ou encore des relations avec Cuba, il en va de même au niveau du processus d'intégration dans les Amériques. Autant la Colombie s'est montrée favorable au

renforcement du processus de négociations de la ZLEA au dernier Sommet des Amériques à Mar del Plata en Argentine. les 4 et 5 novembre 2005, autant les pays membres du MERCOSUR et le Venezuela s'y sont fortement opposés. Ces derniers ont fait valoir que l'intégration sud-américaine devait prévaloir à court terme sur un projet de libre-échange continental<sup>20</sup>.

D'ailleurs, la position vénézuélienne vise à remettre en cause le leadership américain à plusieurs niveaux dans les Amériques, en prônant une intégration plus sociale, sous l'égide de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), en accordant son plein soutien au MERCOSUR et en favorisant le renforcement de la Communauté sud-américaine des nations (CSAN).

Entre temps, face au blocage des négociations de la ZLEA, les EUA se sont engagés dans la négociation d'une série d'accords bilatéraux visant à isoler le bloc des contestataires. Ainsi, dès après la signature de l'accord de libre-échange entre les EUA et les pays centraméricains (CAFTA-DR)<sup>21</sup>, en 2004, Washington a poursuivi les négociations avec trois des cinq membres de la CAN (Colombie, Équateur, Pérou, les deux absents étant le Venezuela et la Bolivie), afin d'en arriver à la signature d'un accord de libre-échange. Cet accord est cependant loin d'être réglé, car les pays andins, et surtout la Colombie, cherchent à obtenir un meilleur accès au marché américain. Cette amélioration passerait la reconnaissance des préférences commerciales obtenues en vertu de l'Accord préférentiel andin pour l'éradication de la drogue (ATPDEA – de l'anglais *Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act*), sans pour autant laisser de côté des questions aussi litigieuses que la protection de l'agriculture ou la dispense face à l'application des normes relatives à la propriété intellectuelle dans les domaines industriel et pharmaceutique<sup>22</sup>. Cela

<sup>16</sup> Hernando Calvo Ospina, «Selon ce que vous serez». En ligne :

[http://www.monde-diplomatique.fr/2005/02/CALVO\\_OSPINA/12024](http://www.monde-diplomatique.fr/2005/02/CALVO_OSPINA/12024)

<sup>17</sup> Voir « Comercio entre Venezuela y Colombia en la CAN es normal », *El Tiempo*, Bogota , 17 Janvier 2005. En ligne : [http://eltiempo.terra.com.co/poli/crisisvene/crisisvene\\_econo/noticias/ARTICULO-WEB-NOTA\\_INTERIOR-1946049.html](http://eltiempo.terra.com.co/poli/crisisvene/crisisvene_econo/noticias/ARTICULO-WEB-NOTA_INTERIOR-1946049.html)

<sup>18</sup> Voir carte 1 en annexe. La région d'Arauca est très militarisée et possède la base américaine de Saravena sur son territoire.

<sup>19</sup> «Bloquean exportaciones», *La República*, Lima, 26 janvier 2005. En ligne :

[http://www.larepublica.com.pe/antiores/index.php?option=com\\_content&task=view&id=66134&Itemid=36&fecha\\_edicion=2005-01-26](http://www.larepublica.com.pe/antiores/index.php?option=com_content&task=view&id=66134&Itemid=36&fecha_edicion=2005-01-26)

<sup>20</sup> «Échec de M.George Bush a Mar del Plata». En ligne : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2005-11-08-Echec-de-M-George-Bush-a-Mar-del>

<sup>21</sup> Dugas, Sylvie. «Un accord de libre-échange est conclu entre quatre pays d'Amérique centrale et les États-unis, excluant le Costa Rica», *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, no2, Janvier 2004. En ligne : [http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro\\_0402\\_aleac.pdf](http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_0402_aleac.pdf)

<sup>22</sup> Calero, Jean-Paul. «Les accords commerciaux entre les pays Andins et les États-Unis : De la guerre contre la drogue à la libéralisation des marchés», *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, no17, Mai 2005. En ligne : [http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro\\_0517\\_ATPA.pdf](http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_0517_ATPA.pdf)

dit, la Colombie ne peut pas se payer le luxe de confronter les EUA outre mesure étant donné qu'elle dépend de leur appui militaire dans le conflit qui l'oppose au FARC et aux divers groupes de guérillas dans le sud du pays.

En Équateur, le gouvernement provisoire d'Alfredo Palacio, qui a été mis en place après la chute du Général Gutierrez est toujours hésitant face à l'entrée du pays dans l'ALEA. Les députés équatoriens considèrent quant à eux que l'ALEA offre peu d'avantages<sup>23</sup>. Dans ces circonstances, l'annonce du gouvernement Chavez à l'effet qu'il pourrait retirer les avantages commerciaux consentis aux autres pays andins si ces derniers concluaient les négociations commerciales avec les EUA pourrait avoir un effet stratégique. Pour le moment, seul le Pérou a signé un accord commercial passablement complexe avec Washington, accord qui inclut un ensemble de clauses sur l'investissement, la politique de concurrence et les achats publics<sup>24</sup>.

#### **Le duo face à l'intégration au MERCOSUR : appuis idéologiques et questions tarifaires.**

Le fossé entre les positions commerciales des deux pays se retrouve également dans les négociations avec le Brésil et le MERCOSUR. Ici aussi, contrairement aux apparences, les négociations ont été particulièrement lentes. En effet, c'est en 1996 que les négociations entre le MERCOSUR et la CAN ont débuté, suite à l'initiative du Brésil de négocier un accord de libre-échange sud-américain (ALESA). Les négociations avaient alors buté, entre autres choses, sur les demandes de statut particulier formulé par les petites économies andines<sup>25</sup>, sur la question des produits agricoles, mais aussi, sur la crainte de la Colombie de devoir affronter la concurrence des produits brésiliens par suite de l'élimination des préférences commerciales de la CAN. On rappellera à ce propos que la Colombie est le pays avec la plus forte base industrielle

parmi les pays andins et que ses principales exportations dans la région sont constituées de produits industriels, tout comme le Brésil<sup>26</sup>, alors que ce dernier n'est pas pour lui un partenaire commercial important.

En revanche, depuis le début de la présidence de Chavez, le Venezuela a activement favorisé le rapprochement avec le Brésil grâce à la signature d'accords de coopération dans le domaine de l'approvisionnement énergétique. D'ailleurs, le Venezuela est membre à part entière du MERCOSUR depuis décembre 2005.

Aux yeux du Président Chavez, le Brésil de Lula et le MERCOSUR ne représentent pas seulement un cadre d'intégration économique alternatif, mais ils constituent aussi, un contrepoids face à l'approche des EUA en matière de sécurité régionale, puisque le Brésil tente de jouer un rôle de plus en plus important grâce au plan de surveillance de l'Amazonie (SIVAM)<sup>27</sup>.

Pour sa part, la Colombie ne s'est pas montrée totalement indifférente vis-à-vis d'un rapprochement avec le MERCOSUR. Depuis 2004, la Colombie, le Venezuela et l'Équateur ont conjointement signé un accord de libre-échange avec le Brésil dans le cadre de l'Association Latino-américaine d'intégration (ALADI). On notera cependant que les libéralisations en question ne sont pas pour tout de suite. La majorité des mesures devrait entrer en vigueur d'ici 6 à 15 ans seulement. Mais ici, encore une fois, les divergences sont claires. Le Venezuela a offert une réduction tarifaire presque complète (98.9%) d'ici 15 ans, alors que la Colombie a préféré réduire ses engagements et reporter les négociations pour de nombreux produits à 2012 !<sup>28</sup>

Finalement, une question importante et peut-être sans précédent au niveau commercial dans les Amériques pourrait être celle des préférences commerciales et des tarifs douaniers. Si le Venezuela intègre complètement le MERCOSUR, deux questions se posent

<sup>23</sup>«El TLC no es muy atrayente para los diputados», *El Comercio*, Quito, 2 janvier 2006. En ligne :

[http://www.elcomercio.com/solo\\_texto\\_search.asp?id\\_noticia=15220&anio=2006&mes=2&dia=1](http://www.elcomercio.com/solo_texto_search.asp?id_noticia=15220&anio=2006&mes=2&dia=1)

<sup>24</sup>L'accord malgré son acronyme de US-Peru TPA ne semble pas être un accord préférentiel mais bien un accord de libre-échange. En ligne :

[http://www.ustr.gov/Trade\\_Agreements/Bilateral/Peru\\_TPA/Draft\\_Texts/Section\\_Index.html](http://www.ustr.gov/Trade_Agreements/Bilateral/Peru_TPA/Draft_Texts/Section_Index.html)

<sup>25</sup>La Bolivie et l'Équateur ont un statut particulier dans la CAN qui leur permet d'avoir droit à certaines exceptions en outre sur l'application du tarif douanier commun.

<sup>26</sup> Berretoni, Daniel et Martin Cicowiez, *El Acuerdo de libre comercio MERCOSUR-Comunidad andina : una evaluación cuantitativa*, Santiago de Chile : CEPAL, Avril 2005.

<sup>27</sup> Brito Moro, Daniel, «La política exterior de Hugo Chavez en tres actos (1998-2004)», *Aldea Mundo*, An 8 no6, 2004. p.76-85

<sup>28</sup> Voir la revue brésilienne de la Confédération nationale des industriels: CNI. *MERCOSUL-CAN : Fracos resultados em termos do acesso a mercados para o Brasil*, An 4, no1/2 Octobre-novembre 2004

d'emblée. La première est de savoir si cette intégration remettra en cause les acquis de la CAN en termes de libéralisation des marchés au Venezuela. Cet élément est important, et les déclarations de Caracas concernant l'éventuel retrait des préférences commerciales offertes à la Colombie en cas de signature d'un accord avec les EUA doivent être pris en considération. La deuxième question est de savoir, dans l'hypothèse où les accords commerciaux entre le Venezuela et la Colombie demeurent intacts, comment l'harmonisation des tarifs douaniers vis-à-vis des importations de l'extérieur de la zone MERCOSUR sera résolue. La structure tarifaire au sein du MERCOSUR est agencée de façon à protéger certaines industries, comme c'est le cas pour la CAN. Il n'est cependant pas du tout certain que ces structures tarifaires soient compatibles avec celles que la Colombie possède actuellement, surtout si l'on tient compte de l'éventuelle signature d'un accord de libre-échange avec les EUA. Dans cette éventualité, une diversion du commerce pourrait renforcer la dépendance de l'économie colombienne vis-à-vis de celle des EUA, tout en réduisant le commerce avec son partenaire géographique naturel, le Venezuela, alors que ce dernier se rapprocherait du Brésil. À cet égard, on notera que les industries les plus protégées par le tarif extérieur commun du MERCOSUR sont celles des pâtes et papiers, l'industrie forestière, de la chimie, de la sidérurgie, de la machinerie et des équipements industriels, ainsi que celle de l'automobile. De plus, les tarifs douaniers sur certains produits peuvent atteindre jusqu'à 35%<sup>29</sup>. Les tarifs douaniers de la CAN ont aussi ciblé les mêmes industries avec des tarifs similaires et ce, tout particulièrement dans le cadre du Programme Automobile andin<sup>30</sup>. Les négociateurs des deux pays, tout comme ceux des instances du MERCOSUR et de la CAN, auront donc bientôt du pain sur la planche afin d'harmoniser ces éléments. À ces questions épineuses, il faut aussi ajouter celles relatives aux normes d'origines et aux investissements. Bref, c'est toute la problématique d'un pays qui

appartient d'office à un bloc commercial, mais qui veut en intégrer un autre qui se trouve interpellée. D'ailleurs certains analystes considèrent la tâche comme étant tout simplement impossible en raison de l'incompatibilité entre les deux unions douanières<sup>31</sup>.

### Conclusion

Les belles années de la coopération commerciale entre le Venezuela et la Colombie semblent aujourd'hui en difficulté à plusieurs niveaux. Pourtant sur le plan économique, les deux pays ont tout à gagner au maintien de relations commerciales bilatérales. Mais pour ce faire, il leur faudrait négocier des positions conciliables sur les trois points suivants au moins :

*premièrement*, sur la question de la gestion du conflit colombien, y compris les mesures visant à rassurer le Venezuela concernant l'implication des EUA et une réelle coopération frontalière bilatérale; *deuxièmement*, sur la délicate question de la mise en place d'accords commerciaux bilatéraux avec les EUA; *troisièmement*, sur le positionnement du Venezuela face au MERCOSUR et sur les acquis de la CAN, en tenant compte du type d'intégration économique recherchée dans chaque cas. La récente rencontre des deux présidents à la mi-décembre 2005, à Santa Marta, en Colombie augure d'un certain retour vers le dialogue politique entre les deux pays, autant sur l'axe de la problématique frontalière que sur la question commerciale.<sup>32</sup> C'est un signe encourageant.

<sup>29</sup> Voir Berlinski, Honorio et al., *Aranceles a las importaciones en el Mercosur: El camino al Arancel Externo Comun*, Universidad de la Republica. Novembre 2005. En ligne :

<http://decon.edu.uy/publica/2005/Doc0805.pdf>

<sup>30</sup> Echavarría, Juan José et Cristina Gamboa, «Colombia and Venezuela: Trade Policy Reforms and Institutional Adjustments», Dans *Trade policy reforms in Latin America: multilateral rules and domestic institutions*. Miguel F. Lengyel et Vivianne Ventura-Dias (éd.). p. 145-167. New York : Palgrave Macmillan.

<sup>31</sup> Contreras Carrasco, Gabriela Patricia, *Los aspectos políticos en las negociaciones entre la comunidad andina y el MERCOSUR : la experiencia venezolana*, Novembre 2004. En ligne :

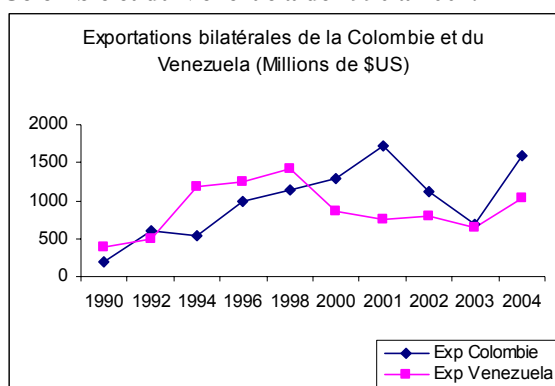
<http://www.comunidadandina.org/bda/docs/CAN-INT-0028.pdf>

<sup>32</sup> Lire, «Presidentes de Colombia y Venezuela revisarán hoy avance de proyectos conjuntos», *El Tiempo*, Bogota, 16 décembre 2005. En ligne :

[http://eltiempo.terra.com.co/poli/2005-12-17/ARTICULO-WEB-\\_NOTA\\_INTERIOR-2659831.html](http://eltiempo.terra.com.co/poli/2005-12-17/ARTICULO-WEB-_NOTA_INTERIOR-2659831.html)

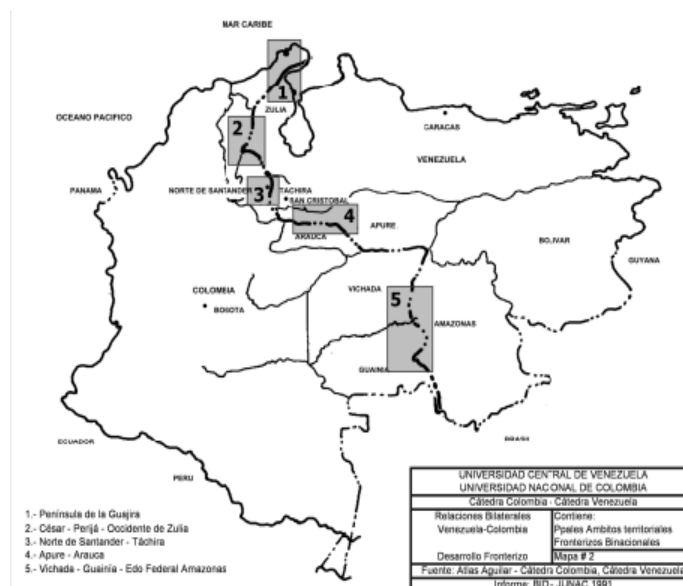
## Annexes

**Tableau 1 : Exportations bilatérales de la Colombie et du Venezuela de 1990 à 2004.**



Sources : CAN. 2003, *34 años de integración comercial*, document SG/60Series et Estadísticas de la Comunidad Andina 1995–2004. En ligne : [http://www.comunidadandina.org/estadisticas/comp9099/indice\\_detallado.htm](http://www.comunidadandina.org/estadisticas/comp9099/indice_detallado.htm)

## Carte 1 : Cinq zones frontalières Colombie Venezuela



Note : La région d'Arauca-Apure est la zone frontalière no4  
Source : Resumen de relación Colombo-venezolanas, *Aldea Mundo*, mai1998